

COMITÉ DE VÉRIFICATION DES COMPTES UNICEF
RAPPORT ANNUEL 2008 À LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
(17 juin 2009)

INTRODUCTION

Le deuxième rapport annuel du Comité de vérification des comptes de l'UNICEF (le Comité) traite de l'acquittement de son mandat, de problèmes essentiels et des avis qui ont émergé lors des délibérations au cours de la période allant de janvier à décembre 2008.

Mandat

Le Comité apporte son concours à la Directrice générale de l'UNICEF et, si nécessaire, au Conseil d'administration, pour s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance et de supervision. Sa Charte (figurant en annexe) a été approuvée par la Directrice générale le 13 avril 2006.

Composition du Comité

Au cours du présent exercice, la composition du Comité a évolué. Elle était mixte jusqu'alors, avec des vérificateurs internes et externes. À présent, les vérificateurs sont tous externes, conformément aux pratiques optimales dans ce domaine. En outre, le nombre des vérificateurs est passé de six à cinq. Suite à ce changement, le Comité se compose de M. David Kanja (Président), M. Adnan Khan, Mme Angela Palacio, Mme Jocelyn Davis et M. Daniel Nelson. Les services de secrétariat sont assurés pour le Comité par le Bureau de la vérification interne des comptes (OIA).

Programme de travail

En 2008, le Comité s'est réuni à quatre reprises (le 11 février, le 25 avril, le 14 juillet et le 24 novembre) au siège de l'UNICEF à New York.

Le Comité a tenu la Directrice générale informée de ses délibérations par les minutes de chacune de ses réunions et il l'a rencontrée une fois durant le présent exercice. Le Comité s'est fréquemment entretenu avec M. Omar Abdi, Directeur général adjoint, et l'a tenu informé des principaux problèmes rencontrés dans le cadre des activités du Comité.

Remerciements

Le Comité souhaite faire consigner son appréciation des contributions apportées en 2008 par les anciens vérificateurs internes, MM. Saad Houry, Peter Mason et Jean Quesnel. Il a également apprécié la participation de dirigeants de haut niveau de l'UNICEF, en particulier M. Omar Abdi, aux réunions du Comité. Enfin, il adresse ses remerciements au Directeur du Bureau de la vérification interne des comptes (OIA) et à son équipe pour leur engagement constant auprès du Comité et pour les services de secrétariat qu'il lui a rendus.

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET CONSEILS

Les problèmes principaux qui sont apparus et les conseils qui ont été formulés sont résumés ci-après.

Progrès réalisés relatifs aux problèmes signalés dans le Rapport annuel 2007 du Comité

En 2008, des progrès significatifs ont été réalisés en ce qui concerne l'achèvement de l'Évaluation externe de la qualité de l'OIA, l'interaction avec la Directrice générale et la participation des dirigeants de haut niveau et du Vérificateur externe aux délibérations du Comité. Certains progrès ont été enregistrés dans la mise en œuvre de la gestion du risque de l'entreprise. La Charte du Comité de vérification des comptes n'a pas encore été mise à jour.

Au cours de l'exercice 2008, il n'a pas été porté à l'attention du Comité de nouveau cas de limitation du champ d'action de la Vérification interne des comptes.

Gestion du risque

Le Comité a reçu des informations régulièrement mises à jour sur le travail effectué par le cabinet auquel ont été confiées l'étude et la conception d'un cadre et d'une politique de gestion du risque de l'entreprise pour l'UNICEF. Le Comité a apprécié l'effort accompli par l'OIA pour contribuer à finaliser ce travail. Il estime que le ralliement des dirigeants de haut niveau à la gestion du risque d'entreprise et leur approbation de cette gestion est un facteur déterminant de succès sans lequel l'initiative risque des retards et, en dernière analyse, l'échec. Le Comité *continue à insister sur la nécessité pour la direction de l'UNICEF de s'approprier pleinement l'initiative et de considérer sa mise en œuvre comme hautement prioritaire.*

Contrôle interne

Le Comité s'est entretenu des questions de contrôle interne avec le Directeur général adjoint aux opérations, le Contrôleur, le Responsable de la gestion du changement, le Directeur des solutions et des services de technologie de l'information et le Directeur de l'OIA. *Le Comité est favorable à ce que l'UNICEF considère la mise en place d'un cadre de contrôle interne en même temps que celle d'un cadre de gestion du risque de l'entreprise. L'UNICEF devrait examiner les éléments favorables et défavorables de l'adoption d'un cadre de contrôle interne.*

Rapports financiers

Le Comité a noté les progrès de l'UNICEF dans l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Il a également noté que l'UNICEF prévoyait, d'ici 2010, d'avoir un seul progiciel de gestion intégré (SAP), mis en place dans 20 bureaux de pays importants et que ce progiciel SAP serait conforme aux normes IPSAS. Le Comité a été informé qu'à l'UNICEF les états financiers étaient signés – en dernière signature – par le Contrôleur, alors que la Directrice générale signait la lettre de couverture et que cette pratique était acceptable pour les vérificateurs externes. Il a été également informé de la transmission avec retard des états financiers en 2008. *Le Comité a souligné la nécessité de soumettre les états financiers dans le respect des délais, et aussi*

de la nécessité de suivre de près l'adoption des normes IPSAS et l'élaboration du progiciel de gestion intégré afin que la mise en place intervienne sans heurts et dans les temps.

Éthique et conformité

En 2008, l'éthique de l'UNICEF et les pratiques qui y sont liées, ainsi que la circulaire Prévention et sensibilisation à la fraude ont été exposées en détail au Comité. Le renforcement du rôle de l'OIA dans les investigations a été également noté, et le Comité a donné des orientations sur la communication de l'information et sur les leçons tirées de diverses enquêtes. Le nouveau responsable Éthique a en outre présenté un exposé au Comité. Le Comité s'est réjoui que l'UNICEF ait tout mis en place pour garantir un environnement de travail éthique, et il a *recommandé que l'UNICEF diffuse les résultats de son travail sur les investigations et les fonctions éthiques afin d'accroître la sensibilisation dans toute l'organisation.*

Vérification interne des comptes

Le Comité a noté avec satisfaction que l'évaluation de la qualité effectuée par l'Institut des auditeurs internes (IIA) avait conclu que l'OIA observait généralement les « Normes » et le « Code d'éthique » de l'IIA. Ceci a constitué pour le Comité une solide garantie de la grande qualité du travail de l'OIA.

En 2008, lors de l'une de ses réunions, le Comité a débattu du nouvel outil de contrôle développé conjointement par Vérification interne des comptes et Évaluation, appelé Évaluation de l'exécution des programmes. *Le Comité a encouragé l'UNICEF à mettre en œuvre les recommandations figurant dans l'évaluation de la qualité et se rapportant à l'alignement des rapports hiérarchiques du Directeur de l'OIA sur la base des pratiques optimales et l'intégration du Bureau d'évaluation à l'OIA. Le Comité a toutefois rappelé que les services de conseil de l'OIA ne devaient pas être fournis aux dépens de l'activité de vérification des comptes et il a souligné que le financement des services de conseil devait être supplémentaire et qu'il fallait veiller à ce qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêt avec l'activité de vérification des comptes. Le Comité espère acquérir une meilleure compréhension des Évaluations de l'exécution des programmes et de leur utilité, en notant qu'elles n'étaient ni des vérifications des comptes ni des évaluations.*

Vérification externe des comptes

Le Comité a été heureux de dialoguer avec le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU et le Bureau national chinois des vérifications de comptes (CNAO), les vérificateurs externes de l'UNICEF. Le CNAO lui a fait un exposé détaillé de son plan de vérification des comptes pour le biennium et il a apprécié l'assurance donnée par le CNAO de travailler en étroite collaboration avec l'OIA, et compte qu'ils s'efforceront d'éviter les chevauchements d'activités s'il y a lieu. *Le Comité a accueilli avec satisfaction cette approche et se réjouit de continuer à travailler avec le CNAO.*

La charte du Comité de vérification des comptes

La charte du Comité de vérification des comptes, approuvée le 13 avril 2006, n'a pas encore amendée pour tenir compte des changements dans la composition du Comité. Il faut également aligner la Charte sur les pratiques optimales apparues ailleurs dans le système des Nations Unies. *Le Comité de vérification des comptes a décidé de revoir la Charte lors de sa première réunion de 2009, afin de recommander, s'il y a lieu, des amendements. Le Comité a également convenu d'entreprendre une autoévaluation de son fonctionnement et d'examiner les résultats au cours de l'exercice 2009.*
